



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article214>

Chine-Afrique

La percée géopolitique de la Chine en Afrique : enjeux et défis

- Z - Archives - Relations internationales - Monde - Organismes internationaux -



Date de mise en ligne : mercredi 23 mai 2007

Union des Forces de Progrès

La Chine, puissance montante, développe une stratégie géopolitique de projection planétaire, notamment par le biais de l'intensification de ses relations avec l'Amérique latine et l'Afrique.

En effet, Pékin déploie une diplomatie, notamment commerciale, très active à l'égard du continent africain, bousculant et redessinant peu à peu la carte des influences traditionnelles « occidentales » sur fond de lutte pour le contrôle des gisements pétroliers avérés ou potentiels. « Chinois et Indiens misent sur les relations anciennes avec l'Afrique et la solidarité Sud-Sud, réaffirmée notamment en avril 2005 à Jakarta, à l'occasion du cinquième anniversaire du Sommet afro-asiatique de Bandung et au Sommet de Doha en juin 2005, regroupant les pays en développement (G77) et la Chine » .

Suite à une période de relatif repli, entre le début des années 1980 et le milieu des années 1990, Pékin réinvestit massivement le continent africain et le Maghreb en s'appuyant sur la rhétorique tiers-mondiste de lutte contre « tous les impérialismes ». 130.000 Chinois seraient actuellement installés en Afrique, essentiellement au Zimbabwe, au Nigeria, en Angola, au Soudan et en République de Guinée.

Cette stratégie de positionnement « offensif » en Afrique répond à plusieurs préoccupations chinoises.

La dimension économique Diversifier et multiplier ses sources d'approvisionnement en pétrole et en matières premières jugées stratégiques ; la diversification des fournisseurs est devenue une priorité compte tenu de l'augmentation de la consommation chinoise et de la raréfaction des réserves de ses fournisseurs traditionnels (ex : Indonésie). Ce facteur est aggravé par l'augmentation du degré de dépendance de puissances rivales : USA, UE, Inde, Japon etc. La Chine est le troisième importateur mondial de pétrole. Dans ce contexte, l'Afrique sub-saharienne, comme le Maghreb, est devenue un théâtre hautement convoité, car depuis leur intervention en Irak, les USA ont renforcé leur contrôle sur l'ensemble des pays du Moyen-Orient à l'exception de l'Iran. Recelant 8,9 % des réserves mondiales de pétrole et offrant 11 % de la production mondiale, l'Afrique permet à Pékin de limiter sa dépendance énergétique. En 2006, le continent africain représente 25 % de l'approvisionnement chinois en pétrole contre 15 % au milieu des années 1980.

Au sein du Maghreb, la Chine pousse peu à peu ses pions, notamment auprès de l'Algérie, du Maroc et de la Libye. Entre l'Algérie et Pékin, les relations ont toujours été cordiales et elles ne cessent de se renforcer. Pékin a accordé un prêt préférentiel de 48 millions de dollars à l'Algérie en 2004 lors de la visite de Hu Jintao. La CSCEC, N°1 du BTP chinois, décroche fréquemment de nombreux contrats publics, comme la construction de l'hôtel Sheraton à Alger, de l'aérogare d'Alger, du centre hospitalier d'Oran ou de logements dans la ville de Rouibia. La SINOPEC a signé un contrat de 420 millions d'euros pour le développement du gisement de Zarzaitine au Sahara. Une raffinerie doit également être construite dans la région d'Adrar à proximité du bassin de Sbaâ. Compte tenu de ses richesses, l'Algérie est érigée par la Chine en partenaire central et privilégié.

Avec le Maroc, les relations longtemps limitées s'amplifient. Pékin est déjà le cinquième fournisseur du Maroc devant les USA et l'Allemagne. En 2005, de nombreux accords bilatéraux ont été conclus relativement au phosphate. En 2011, la Chine devrait pouvoir importer 750.000 tonnes d'engrais phosphatés. Plus globalement, le Maroc et accessoirement la Tunisie, sont perçus par les autorités chinoises comme des places d'investissement privilégié puisqu'en 2008-2010 devrait entrer en vigueur une zone de libre échange avec l'UE.

La dimension politique Le positionnement de la Chine au Nord du Sahara se traduit également par des

répercussions politiques. « Si l'UE, et plus particulièrement la France, constitue le débouché commercial traditionnel de ces pays d'Afrique du Nord, ces derniers voient en la Chine un véritable partenaire alternatif plus conciliant. En effet, Pékin ne présente pas d'exigences politiques particulières, si ce n'est la rupture de tout lien avec Taïwan, à la différence de la France ou des USA.

Par ailleurs, la Chine, souhaitant disposer de facilités navales pour ses navires reliant l'Asie à l'Europe, devrait renforcer sa présence en Méditerranée. Plusieurs projets d'aménagement de ports sont à l'étude, notamment en Egypte.

Il convient néanmoins de s'abstenir de tout angélisme. Le positionnement chinois obéit à des calculs stratégiques sur le long terme. Aujourd'hui, tous les pays d'Afrique du Nord déplorent un déficit commercial avec la Chine. Par ailleurs, le démantèlement des Accords multifibres (limitant les exportations chinoises vers l'UE) s'est traduit par de profondes répercussions sur l'industrie textile. En effet, les entrepreneurs chinois sont en mesure de proposer des prix 50 à 60% moins chers qu'au Maroc ou en Tunisie.

La stratégie de marginalisation diplomatique de Taiwan sur le continent africain : rencontre un succès certain, cinq pays africains sur 53 ne reconnaissant pas Taiwan.

La dimension onusienne soulignant l'importance du vote africain, la Chine aspire à rallier à ses positions le nombre le plus élevé possible d'Etats africains, ceux-ci représentant un peu plus du tiers des effectifs de l'ONU : vote au sein de la Commission des Droits de l'Homme ; réforme de l'ONU et véritable duel Chine-Japon quant à l'éventuelle entrée du Japon en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité ; problématique de la définition des ZEE qui l'oppose toujours à Tokyo en mer de Chine etc.

La dimension multipolaire La politique africaine de la Chine s'inscrit également dans le cadre plus large d'une stratégie de contournement et d'affaiblissement des puissances occidentales et principalement des USA, « dans une situation internationale décrite à Pékin comme complexe, c'est-à-dire, pour décoder la terminologie officielle, peu favorable aux intérêts chinois ». Dans ce contexte, en dynamisant le dialogue Sud-Sud et en l'instrumentalisant afin de bien souligner sa spécificité, la Chine joue de son double statut de pays en développement et de grande puissance.

La politique africaine de la Chine veut se distinguer par l'accent officiellement mis sur « le respect des intérêts des pays africains en opposition au modèle néocolonialiste traditionnel ». Le Livre Blanc sur la politique africaine de la Chine » publié pour la première fois en janvier 2006 précise : « La Chine oeuvre à établir et à développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant (Win-Win) sur le plan économique ».

Conformément aux principes généraux de la coexistence pacifique réitérés lors du premier sommet Chine-Afrique en 2000, il s'agit pour Pékin « de développer les échanges en multipliant les visites de haut niveau qui soulignent l'importance de l'Afrique, d'accroître l'aide chinoise sans condition politique, de pousser la Communauté Internationale à augmenter son soutien et de défendre le rôle de l'Afrique sur la scène internationale ».

Cette stratégie concerne tout particulièrement des Etats marginalisés à qui la Chine offre un partenariat stratégique fondé sur le respect sourcilieux de la non-ingérence, le rejet de toute légitimité morale de l'Occident par la mise en avant du concept de spécificité des valeurs opposé à l'universalisme des principes occidentaux, une assistance militaire et financière etc.

Cette stratégie rencontre un écho auprès de nombreux pays africains, dont certains recèlent un potentiel pétrolier

significatif. A titre illustratif : le Soudan, l'Angola, le Nigeria, le Gabon, le Cameroun, le Tchad (nouvelle cible de Pékin) etc. En 2005, Robert Mugabe, président du Zimbabwe s'exprimait en ces termes : « Il nous faut nous tourner vers l'Est, là où le soleil se lève ».

La dimension militaire Le continent africain, ravagé par des conflits, constitue un marché non négligeable pour l'industrie de l'armement chinoise. Il lui permet de tester un matériel à bas prix et rudimentaire. En effet, « c'est en Afrique que la Chine trouve un marché pour ses avions d'entraînement K8, fournis à la Namibie, au Soudan et au Zimbabwe. La Chine fournit également des hélicoptères au Mali, à l'Angola et au Ghana, de l'artillerie légère et des véhicules blindés à la quasi-totalité des pays de la région, ainsi que des camions militaires, des uniformes, du matériel de communication etc. L'offre chinoise colle étroitement aux besoins des forces armées locales.

La visibilité internationale : l'Afrique constitue un théâtre d'action « idéal » pour la participation de la Chine aux OMP (Opérations de Maintien de la Paix) de l'ONU : Congo, Liberia etc. Au total, 1.500 soldats chinois interviennent en Afrique, permettant ainsi à Pékin de développer des formes de coopération militaire ou d'aide à la formation avec des puissances fortement impliquées dans la région comme la France ou le Royaume-Uni.

La dimension économique : la dimension politico-stratégique est complétée par un volet économique diversifié et d'importance croissante. Pour la Chine, l'Afrique présente le double avantage d'être un réservoir de ressources et un vaste marché accessible aux produits chinois. Depuis le début des années 2000, la Chine a développé une stratégie très agressive de prise d'intérêts et de marchés dans le domaine clé de l'énergie mais également dans les minéraux, le bâtiment et les travaux publics (BTP : construction de nombreuses infrastructures) ou le marché des biens de consommation courante. La stratégie chinoise consiste à se positionner afin de concurrencer l'Inde, le Brésil et le Japon tout en contribuant à relativiser le poids des anciennes puissances coloniales en exploitant leurs faiblesses.

La Chine s'intéresse tout particulièrement aux matières premières et minerais qui alimentent sa croissance, tels le cuivre, le nickel, le fer, le cobalt, l'aluminium, la bauxite, le coton, le charbon, le caoutchouc, le bois et l'uranium. A titre illustratif, 80 % du bois africain est exporté vers la Chine.

Le dernier Sommet Chine-Afrique, tenu à Pékin en novembre 2006, fut un succès (48 pays africains présents), témoignant d'une considérable avancée de la Chine en Afrique (pragmatisme chinois). Pékin s'est engagé en 2005 à octroyer 10 milliards de dollars de prêts concessionnels à l'Afrique pour la période 2006-2008. Parallèlement, ses échanges avec le continent ont augmenté considérablement : ils ont été multipliés par 50 entre 1980 et 2005 pour atteindre 40 milliards de dollars hissant la Chine au rang de troisième partenaire commercial de l'Afrique derrière les USA et la France (tout en continuant à ne représenter que 2,5 % du commerce extérieur chinois).

En définitive, en Afrique, Pékin impose, avec un succès notable, son modèle de développement fondé sur un découplage revendiqué entre réformes économiques et évolutions politiques, dans une stratégie de pérennisation des régimes autoritaires en place. Ce soutien à des régimes « discutables » place la Chine en porte-à-faux avec l'ensemble de la communauté internationale « responsable » et entre en contradiction avec le discours de Pékin sur l'émergence pacifique et le rôle de grande puissance intégrée que la Chine prétend incarner.

Un certain rééquilibrage des équilibres mondiaux au profit de la Chine, voire d'un bloc asiatique récalcitrant, paraît inéluctable.

Mehdi Taje, Professeur de Géopolitique et Consultant en Prospective et Stratégie d'Entreprise.